

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 21/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METHADOUR

ZAC des Champs de Lescaze
CS 90021
47310 Roquefort

Références : -

Code AIOT : 0003106850

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement METHADOUR implanté 3740 Route de Grenade/adour La Lande 40280 Bretagne-de-Marsan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est tenue dans le cadre du programme annuel de l'inspection.

Initialement, un récolement devait être fait suite à la mise en service du site qui est finalement reportée du fait de l'accident survenu au niveau de la cuve de chlorure ferreux le 7 novembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METHADOUR
- 3740 Route de Grenade/adour La Lande 40280 Bretagne-de-Marsan
- Code AIOT : 0003106850
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Methadour est un méthaniseur exploité par TotalEnergies Biogaz France sur la commune de Bretagne-de-Marsan. Le méthaniseur, soumis à enregistrement, est encore en phase de montée en charge.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
3	Déclaration d'accident	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Etiquetage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 12	Demande d'action corrective	15 jours
8	Caractéristiques des sols	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 13	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Canalisation biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
17	Torchère	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
19	Confinement	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
20	Volumes rejetés	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 41	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
21	Valeurs limites d'émissions (VLE)	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 42	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 4	Sans objet
4	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8	Sans objet
5	surveillance et astreinte	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9	Sans objet
6	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11	Sans objet
10	Clôture	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17	Sans objet
11	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18	Sans objet
13	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 22	Sans objet
15	Maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 27	Sans objet
16	Formation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 28	Sans objet
18	Surveillance process	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site présente des non-conformités majeures liées à des défauts constructifs au niveau des rétentions et vannes d'isolement notamment. Une expertise est en cours en parallèle de la gestion de la pollution présente sur le site.

Le site est encore partiellement en travaux (construction des deux cuves de digestats supplémentaires de 8 000 m³ chacune).

La montée en charge et la mise en service officielle du site sont différées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 3
Thème(s) : Autre, Conformité de l'installation
Prescription contrôlée : <u>Conformité de l'installation</u> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.

L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Constats :

L'installation n'est actuellement pas en service.

Le déversement de chlorure ferreux constaté lors de la précédente inspection du 13 novembre 2025 atteste de plusieurs non-conformités de l'établissement (rétention béton autour de la cuve de chlorure ferreux non étanche, vannes de confinement non étanches, etc.).

L'exploitant indique réaliser un commissionnement de ses installations en interne : hall de réception, mixing, digesteur,... Ce commissionnement est également l'occasion de former le personnel aux équipements de l'installation.

L'étanchéité des ouvrages est souvent testée avec de l'eau ce qui n'a pas permis de détecter la malfaçon au niveau de la bride à l'origine du déversement de chlorure ferreux. En effet, le raccord a été fait en inox au lieu d'un raccord PE.

De plus, un digesteur de 7000 m3 a été construit contre 6 000 m3 prévus initialement dans le dossier de demande d'enregistrement. De la même manière les cuves initialement prévues de 1500 m3 ont été remplacées par des cuves de 2 500 m3.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant répare les non-conformités constatées et reprend le commissionnement de l'ensemble des ouvrages et équipements du site.

Dans l'attente des nouveaux essais, avec produits réels (test des brides et canalisations de la cuve de stockage de chlorure ferreux notamment), la mise en service et montée en charge du process sont suspendues.

L'exploitant procède à de nouveaux tests et essais post réparation et post dépollution du site (étanchéité des vannes, des bassins de rétention, imperméabilité des rétentions, etc.).

L'exploitant dépose un dossier pour porter à la connaissance du Préfet les modifications réalisées sur son installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 4

Thème(s) : Situation administrative, Dossier

Prescription contrôlée :

Dossier installation classée

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;
 - la liste des matières pouvant être admises dans l'installation : nature et origine géographique ;
 - le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation, précisant notamment la capacité journalière de l'installation en tonnes de matières traitées (t/j) ainsi qu'en volume de biogaz produit (Nm³/j) ;
 - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
 - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit sur les cinq dernières années ;
 - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :
 - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;
 - le plan de localisation des risques, et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;
 - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;
 - les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;
 - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;
 - les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;
 - les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ;
 - les consignes d'exploitation ;
 - l'attestation de formation de l'exploitant et du personnel d'exploitation à la prévention des nuisances et des risques générés par l'installation ;
 - les registres d'admissions et de sorties ;
 - le plan des réseaux de collecte des effluents ;
 - les documents constitutifs du plan d'épandage ;
 - le cas échéant, l'état des odeurs perçues dans l'environnement du site.
- Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant détient au format numérique :

- son dossier de demande d'enregistrement (y compris plan d'épandage),
- son arrêté préfectoral d'enregistrement (également affiché à l'entrée du site),
- un registre national des accident et incident permettant, via un filtrage, de remonter à l'historique des accidents par établissement,
- le plan de localisation des risques, le plan de l'établissement et les fiches réflexes en fonction des situations rencontrées (celles-ci sont affichées à l'accueil du site),
- le registre des entrées et sorties de déchets sur le site,
- le DOE du site (Dossier des Ouvrages Exécutés) permettant d'accéder aux plans et aux caractéristiques constructives et techniques des ouvrages du site,
- le plan des réseaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration accident
Prescription contrôlée : <u>Déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle</u> L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : Lors du déversement accidentel de chlorure ferreux, l'inspection a été informée par l'exploitant (cf. inspection précédente).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet, sous 15 jours, le rapport d'accident via le site https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939 , en s'appuyant sur le support développé par le BARPI et accessible sur https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2025/10/Formulaire-rapport-daccident.pdf À noter que le BARPI a publié sur ARIA-web : <ul style="list-style-type: none">• une notice de rédaction de rapport : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2025/10/Notice_explicative_rapport_d_analyse_d_accident.pdf• un document pédagogique pour introduire l'analyse des causes : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2025/10/Analyse_des_accidents_FOH.pdf
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage
Prescription contrôlée : <u>Intégration dans le paysage</u> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble du site, de même que ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus propres et entretenus en permanence. Les émissaires de rejet et leur périphérie font

l'objet d'un soin particulier.
Constats : Le site est entouré de forêt, il n'est pas visible depuis la route.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : surveillance et astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et astreinte
Prescription contrôlée : <u>Surveillance de l'installation et astreinte</u> Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage de percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosion. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats : Une astreinte est assurée 24h/24 par du personnel interne alternant sur des roulements 4 jours - 3 jours. La mallette d'astreinte est constituée d'une tablette avec des remontées d'informations et d'alarmes du site. Seul le personnel formé peut être d'astreinte et ces derniers ont l'obligation de pouvoir se rendre sur site en moins de 30 minutes (inscrit au contrat de travail). Une astreinte sur les organes et équipements spécifiques (épurateurs, etc.) est sous-traitée. Actuellement, il existe deux niveaux d'astreintes (site et CODIR). Un troisième niveau d'astreinte, avec une astreinte technique, est prévu courant du 2e semestre 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée :

Localisation des risques, classement en zones à risque d'explosion

L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'une atmosphère explosive (ATEX), qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsque ces zones sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), celles-ci sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ce risque d'explosion tel que mentionné à l'article 4 du présent arrêté. Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 35.

Constats :

Les zones présentant un risque ATEX sont identifiées sur le plan affiché à l'accueil du site. Sur site, l'étiquetage n'a pas pu être constaté car la rétention n'était pas accessible (pollution présente dans la rétention).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Etiquetage

Prescription contrôlée :

Connaissance des produits - étiquetage

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger, conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

Constats :

L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) des produits du site.

Néanmoins l'étiquetage n'est pas adapté. La cuve à l'origine du déversement accidentel de chlorure ferreux sur l'ensemble du site et dans le fossé périphérique indique contenir du chlorure ferrique alors que l'exploitant précise qu'il s'agit en réalité de chlorure ferreux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'étiquetage des cuves est à mettre à jour au regard des produits réellement contenus sous 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Caractéristiques des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques des sols
Prescription contrôlée : <u>Caractéristiques des sols</u> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou pour l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.
Constats : Le déversement de chlorure ferreux en dehors de la rétention de la cuve atteste de la non étanchéité de la rétention. Le dispositif de lutte contre le déversement et la propagation d'une éventuelle pollution n'est pas conforme et n'a pas été efficace. De la même manière, les vannes censées assurer l'étanchéité et la non propagation de la pollution à l'extérieur du site n'ont pas joué leur rôle puisque la présence de chlorure ferreux a été constatée dans le fossé périphérique du site (cf. inspection précédente).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l'exploitant répare et teste l'ensemble de ses rétentions après dépollution de ces dernières. Il fournit les comptes rendus des test effectués avant la mise en service du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Canalisation biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Canalisation biogaz
Prescription contrôlée : <u>Canalisations, dispositifs d'ancrage</u> Les canalisations, la robinetterie et les joints d'étanchéité des brides en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion. Ces canalisations résistent à une pression susceptible d'être atteinte lors de l'exploitation de

<p>l'installation même en cas d'incident.</p> <p>Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que l'ensemble du réseau biogaz est en inox.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit les documents attestant de la conformité des canalisations biogaz (matériaux utilisés et tests effectués) sous un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Clôture

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Clôture</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Clôture de l'installation</u></p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p> <p>La zone affectée au stockage du digestat peut ne pas être clôturée si l'exploitant a mis en place des dispositifs assurant une protection équivalente.</p> <p>Pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, une simple signalétique est suffisante.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est clôturée et équipée d'un dispositif de vidéo surveillance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Accessibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Accessibilité en cas de sinistre</u></p>

I. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Au moins une voie "engins" est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie "engins" permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 10 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie "engins" de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie "engins" ;
- longueur minimale de 10 mètres,

et présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie "engins".

IV. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins.

A partir de chaque voie "engins" est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.

Constats :

Le site est accessible par le SDIS en permanence. Les clés du portail sont à disposition dans une boîte à clés dont le code est connu des services de secours.
Le SDIS est par ailleurs venu valider la réserve incendie de 240 m3 le 12/09/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits qu'ils contiennent.

Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention.

Constats :

L'installation est neuve. L'exploitant a présenté une attestation de conformité (CONSUEL en date du 05/06/25) pour son installation électrique ainsi que pour le poste HTA (21/05/2025).

La mise à la terre des équipements métalliques est à confirmer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit la preuve de la mise à la terre de l'ensemble des équipements électriques sous un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

Systèmes de détection et d'extinction automatiques

Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Pour les stockages d'intrants solides, de digestat solide et séché de longue durée, des dispositifs de sécurité, notamment à l'aide de sondes de température régulièrement réparties et à différents niveaux de profondeur du stockage, sont mis en place afin de prévenir les phénomènes d'auto-échauffement (feux couvant et émission de monoxyde de carbone).

A l'exception des unités de séchage basse température (moins de 85° C), les unités de séchage de digestat sont équipées d'un système de détection de monoxyde de carbone (avec alarme sonore et visuelle) et d'extinction d'incendie.

Le stockage de liquide inflammable, de combustible et de réactifs (carton, palette, huile thermique, réactifs potentiellement exothermiques comme le chlorure de fer ...) est interdit dans les locaux abritant les unités de combustion du biogaz.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

L'ensemble des locaux est équipé de détecteur de fumée et d'une alarme sonore. La centrale de détection est reliée à la supervision du site ainsi qu'à l'astreinte.
La détection incendie a été testée grâce à deux exercices d'évacuation en phase chantier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures ;
- de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.

A défaut de ces appareils d'incendie et robinets d'incendie armés, une réserve d'eau destinée à

l'extinction est accessible en toutes circonstances à proximité du stock de matières avant traitement. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation.

L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.

L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.

Constats :

Le site est équipé d'une réserve incendie de 240 m3 réceptionnée par le SDIS en date du 12/09/2025.

Le site ne comporte pas de RIA.

Les extincteurs sont présents mais leur plan d'implantation n'existe pas encore dans sa version définitive.

La maintenance et le contrôle des extincteurs sont intégrés à la GMAO du site qui comprend la maintenance de l'ensemble des équipements du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan d'implantation définitif des extincteurs est à transmettre sous un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 27

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance préventive

Prescription contrôlée :

Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

La GMAO du site est encore en construction mais intègre déjà tous les contrôles réglementaires.

L'exploitant réalise une extraction chaque début de semaine afin de procéder à la maintenance et

aux contrôles à réaliser.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 28
Thème(s) : Situation administrative, Formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Formation</u></p> <p>Avant le démarrage des installations, l'exploitant et son personnel d'exploitation, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence.</p> <p>A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème, le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.</p> <p>Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>La formation du personnel est réalisée pendant le commissionning.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Torchère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Torchère
Prescription contrôlée :

Destruction du biogaz

L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation de celui-ci. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article. Dans le cas d'utilisation d'une torchère, le dossier d'enregistrement en précise les caractéristiques essentielles et les règles d'implantation et de fonctionnement.

Dans le cas d'utilisation d'une torchère, le dossier d'enregistrement en précise les caractéristiques essentielles et les règles d'implantation. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.

Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1er juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures.

Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 35, pour faire face à un éventuel pic de production. Ces mesures prévoient le stockage temporaire d'une quantité de biogaz déterminée en fonction de la documentation fournie par les constructeurs des installations. Cette quantité ne peut être inférieure à 6 heures de production nominale, ou 3 heures pour les installations disposant d'une torchère installée à demeure, dans la limite de 5 tonnes.

Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.

Constats :

La torchère est présente sur le site. Elle a été testée mais non commissionnée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fournit le document de commissionnement de la torchère dès sa réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Surveillance process

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance process
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Surveillance de la méthanisation</u></p> <p>Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.</p> <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Il inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.</p> <p>Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH₄, O₂) à une fréquence semestrielle.</p> <p>L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation et a minima de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz au sein du digesteur et de la cuve de percolat pour les</p>

installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés.

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations.

Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Le système de surveillance inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :

- le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ;
- la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ;
- les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.

Constats :

Le programme de maintenance à l'aide de la GMAO est en cours d'élaboration mais comprend d'ores et déjà tous les contrôles réglementaires.

La supervision permet, entre autre, de remonter la température et la pression, paramètres associés à des seuils de déclenchement d'alarme.

Un débitmètre est en place pour mesurer la quantité de biogaz produit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement

Prescription contrôlée :

Collecte des eaux pluviales, des écoulements pollués et des eaux d'incendie

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduelles sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons. Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.

Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prévues à l'article 42.

Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site.

L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.

Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 42 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Le réseau est de type séparatif.

Le réseau de la plateforme d'ensilage peut être dirigé vers le réseau d'eaux pluviales propres ou vers une cuve souple couverte pour collecter les jus d'ensilage ou les eaux souillées.

Le contenu de cette cuve est ensuite intégré dans le process.

En l'absence de maïs ou en présence de maïs bâché, le réseau de collecte des eaux pluviales est dirigé vers le bassin d'eaux pluviales propres. L'exutoire de ce bassin est le fossé périphérique du site.

Les dispositifs de rétention ne sont manifestement pas tous étanches. L'accident survenu le 07/11/2025 en témoigne. La rétention de la cuve de chlorure ferreux n'était pas étanche ainsi que les vannes de transfert vers le bassin des eaux pluviales (EP) et vers le milieu.

Le site n'est actuellement pas en mesure de recueillir l'ensemble des eaux polluées en cas de sinistre ou de déversement.

L'exploitant prévoit une reprise de l'ensemble de ces dispositifs de rétention et de confinement. Les pompages de l'eau souillée ont commencé le 18/11/2025. Au jour de l'inspection, les pompages sont évalués à 200 m3 (exutoire : VALOTECH).

A partir de jeudi 27/11/2025, les pompages ont été dirigés vers la final tank en vue d'un traitement circuit fermé par une STEP mobile avant éventuel rejet au milieu naturel sous réserve de conformité des rejets (paramètre et seuils à déterminer).

Le jour de l'inspection, malgré la fermeture de la vanne de vidange du bassin d'EP et la présence d'une vessie dans la canalisation, un écoulement clair était visible sous la canalisation, vers le fossé. L'origine de cette eau n'a pas été déterminée.

L'exploitant envisage ensuite de procéder au nettoyage de la rétention de son site par curage d'environ 540 m3 (décaissement sur environ 25 cm) de terre qui devraient être ensuite neutralisés grâce à du bicarbonate de soude, sous bâche. La terre serait stockée sur la rétention, sous bâche et entourée de barrages pour éviter toute nouvelle pollution.

La fermeture des vannes ne figure pas dans les fiches réflexe en cas d'incendie ou de déversement accidentel. L'exploitant indique qu'elles sont fermées par défaut.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant poursuit la dépollution de son site et rétablit les étanchéités et rétentions conformes avant la mise en service de son site.

Il intègre la rétention de la cuve de chlorure ferreux à son processus de commissionnement et

transmet les fiches de commissionnement de tous les organes mis en cause dans la survenue de l'accident et le déversement dans le fossé.

L'exploitant procède également au contrôle du digesteur touché par l'eau contaminée. Il transmet les fiches de contrôle du bardage, des utilités et du béton notamment.

L'ensemble de ces justificatifs est à fournir avant la mise en service du site.

Malgré la fermeture théorique des vannes du site par défaut, l'exploitant complète les fiches réflexes en mentionnant une fermeture ou un contrôle de la bonne fermeture des vannes dirigées vers le fossé sous un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 20 : Volumes rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 41

Thème(s) : Risques chroniques, Volumes rejetés

Prescription contrôlée :

Mesure des volumes rejetés et points de rejets

En cas de rejets continus, la quantité d'eau rejetée est mesurée journallement. Dans le cas contraire, elle peut être évaluée à une fréquence d'au moins deux fois par an à partir d'un bilan matière sur l'eau, tenant compte notamment de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

Constats :

Le rejet au milieu n'est à ce jour pas équipé d'un débitmètre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à réfléchir sur la faisabilité de la mise en place d'un débitmètre au niveau du rejet milieu avec soit une remontée électronique automatique, soit un relevé manuel. Dans tous les cas, un dispositif de comptage est mis en place sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : Valeurs limites d'émissions (VLE)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 42

Thème(s) : Risques chroniques, VLE

Prescription contrôlée :

Valeurs limites de rejet

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;

- température : 30 °C.

b) Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement est établie avec le gestionnaire du réseau de collecte ainsi qu'une convention de déversement avec le gestionnaire du réseau d'assainissement.

Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :

- MEST : 600 mg/l ;

- DBO₅ : 800 mg/l ;

- DCO : 2 000 mg/l ;

- azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;

- phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent comme aux eaux pluviales sont les suivantes :

- MEST : 100 mg/l si le flux n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;

- DCO : 300 mg/l si le flux n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;

- DBO₅ : 100 mg/l si le flux n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ;

- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;

- Azote global : 30 mg/ l (concentrations exprimées en moyenne mensuelle) si le flux excède 50 kg/ j, 15 mg/ l si le flux excède 150 kg/ j, et 10 mg/ l si le flux excède 300 kg/ j ;

- Phosphore total : 10 mg/ l (concentrations exprimées en moyenne mensuelle) si le flux excède 15kg/ j, 2mg/ l si le flux excède 40 kg/ j, et 1 mg/ l si le flux excède 80 kg/ j.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Constats :

L'exploitant a réalisé des analyses des eaux contenues dans les deux rétentions :

- rétention travaux (rétention de la zone des cuves de digestat toujours en construction, dissociée de la rétention globale du site)
- rétention du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit les deux résultats d'analyses sous 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours